

Green Cross

Les nouvelles

Milieu sain, avenir serein



Schweiz | Suisse | Svizzera



Née sans jambe droite, Anh Phuong Ly a besoin de l'aide de Green Cross.

Sur la bonne voie: Anh Phuong Ly du Vietnam

Grâce à Green Cross et aux dons de Suisse, la jeune Vietnamienne a reçu une prothèse qui lui permet désormais d'aller au jardin d'enfants.

Seite 2

Rapport annuel Green Cross 2016: aucun pays n'est sans espoir

Dans le monde, des millions de personnes sont menacées par des polluants, même dans les régions reculées. Green Cross a pu aider beaucoup d'entre elles en 2016.

Seite 3

Les deux pieds bien sur terre

Par Maria Vitagliano



Pour aider Anh à marcher facilement avec sa prothèse et pour qu'elle ne développe pas de troubles de posture, les traitements doivent être adaptés. C'est pourquoi Green Cross soutient la formation de spécialistes en orthopédie vietnamiens.

Pas un jour ne passe sans que la mère d'Anh Phuong Ly ne songe à quel point l'avenir de sa fille aurait pu être différent. Née sans jambe droite, la petite Vietnamiennne a reçu une prothèse grâce à Green Cross. Les traitements reçus au Vietcot, un centre orthopédique soutenu par Green Cross à Hanoi, ont porté leurs fruits: la petite fille de 5 ans peut désormais aller au jardin d'enfants et espérer être autonome plus tard.

Les projets orthopédiques destinés aux enfants et aux jeunes adultes sont au cœur des activités de Green Cross au Vietnam. Ainsi, Green Cross Suisse finance des opérations préparatoires ainsi que le traitement et la prise en charge avec des prothèses et des orthèses. En parallèle, la formation continue de personnel spécialisé en orthopédie est encouragée.

«Je suis contente qu'Anh puisse aller au jardin d'enfants. Elle a besoin de se former, tout de même!»

Victimes tardives de l'agent orange

Bien que l'utilisation de l'agent orange ait cessé depuis plus de 40 ans, environ 3500 enfants comme Anh Phuong Ly continuent de naître chaque année avec des malformations dues à l'utilisation du défoliant contenant de la dioxine durant la guerre du Vietnam. Toutefois, seuls les vétérans reçoivent un traitement médical financé par l'État. Les autres personnes dont la santé a été altérée par les conséquences de la guerre doivent s'en sortir seules. Grâce aux projets de médecine sociale de Green Cross menés dans les régions concernées et aux dons de Suisse, ils peuvent malgré tout espérer.


Les nouvelles Green Cross

Nr. 2, Septembre 2017

Rédaction, édité par
Green Cross Schweiz/Suisse/Svizzera

Fabrikstrasse 17
CH-8005 Zürich
Téléfon +41 (0)43 499 13 13
Fax +41 (0)43 499 13 14
info@greencross.ch
www.greencross.ch

Dons, compte postal 80-576-7

Téléchargement au format PDF sur
www.greencross.ch  News/Info

Concept
Hoïgrafen

Impression: Neue Druck AG, Baden

Fréquence de parution: trimestrielle,
l'abonnement coûte cinq francs par an et
est déduit de votre don.



Le label de qualité ZEWo atteste

- d'un usage conforme au but, économique et performant de vos dons
- d'informations transparentes et de comptes annuels significatifs
- de structures de contrôle indépendantes et appropriées
- d'une communication sincère et d'une collecte équitable des fonds

Green Cross Suisse **Rapport annuel 2016**

But de la fondation

La fondation Green Cross Suisse a pour but de permettre à tous d'avoir un avenir durable, juste et digne d'être vécu. C'est pourquoi elle encourage la compréhension de la dépendance mutuelle mondiale et la responsabilité commune de tous les êtres humains face à l'environnement, contribuant ainsi à consolider les normes éthiques, juridiques et sociales correspondantes, et à susciter un changement fondamental de valeurs au sein des gouvernements, des milieux économiques et de la société civile. Depuis 2007, les rapports annuels sur les polluants, qui se fondent sur l'inventaire mondial des résidus toxiques, ont largement aidé le public à comprendre les répercussions des substances toxiques dues à des sources de polluants sur l'environnement et sur la santé. Dans le monde, près de trois fois plus de personnes meurent en raison des sources de polluants que par suite de maladies infectieuses et de catastrophes climatiques. En outre, les zones humides et les forêts ne peuvent pas être saines et fonctionnelles si elles sont exposées à de fortes concentrations de métaux lourds, de pesticides toxiques ou de déchets radioactifs.

La fondation cherche à prévenir ou à résoudre les conflits écologiques et nocifs pour l'environnement par un travail d'explication. Les études sur Tchernobyl initiées par Green Cross Suisse concernant les conséquences neuropsychologiques à long terme ainsi que le rapport sur les coûts de Tchernobyl attestent de l'immense préjudice pour la santé et pour l'économie provoqué par la contamination nucléaire. La fondation soutient les personnes qui souffrent des dégradations écologiques causées par des catastrophes industrielles, des guerres ou des conflits, en leur apportant si possible une aide à l'entraide.

Membres du conseil de fondation



Martin Bäumle,
Président du conseil de fondation de Green Cross Suisse



Pauline de Vos Bolay



Béatrice G.
Lombard-Martin



Edi Pozzi



Peter Gysling



Werner Külling

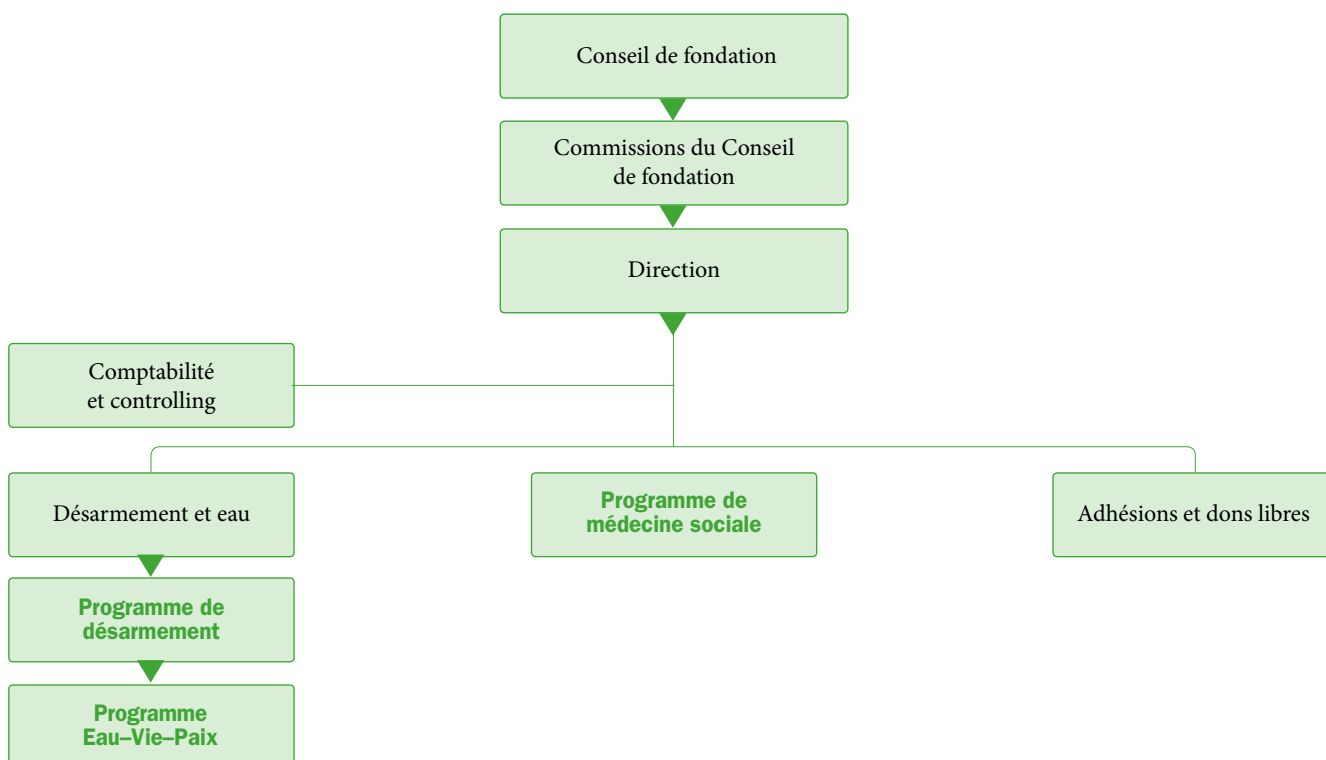


Helen Stehli Pfister



Roby Tschopp

Green Cross Suisse **Structure**



Green Cross Suisse Finances

Compte d'exploitation 2016

	2016 CHF	2015 CHF
Dons reçus		
- dont libres (cotisations et dons libres)	4 366 489.59	4 723 564.43
- dont affectés (en rapport avec un projet)	8 462 886.53	7 674 547.52
Contributions du secteur public (en rapport avec un projet)	614 816.18	623 245.95
Produit d exploitation	13 444 192.30	13 021 357.90
Charges de projet pour le programme international de médecine sociale	1 937 530.85	1 755 462.84
Charges de projet pour le programme international de désarmement	3 714 765.43	4 089 863.54
Charges de projet pour le programme Eau-Vie-Paix	4 215 719.30	4 294 017.32
Charges de projet	9 868 015.59	10 139 343.69
Prestations et publicité pour les membres	1 678 882.02	1 626 081.03
Collecte de fonds pour des projets	765 089.38	928 603.78
Collecte de fonds et communication	2 443 971.40	2 554 684.81
Charges Green Cross International	290 139.75	28 594.00
Administration Suisse	176 615.04	107 314.57
Charges administratives	466 754.79	135 908.57
Total des charges d exploitation	12 778 741.78	12 829 937.07
Résultat d exploitation	665 450.52	191 420.83
Produit financier	16 844.85	52 420.47
Charges financières	45 847.00	278 620.15
Résultat financier	-29 002.15	-226 199.68
Résultat avant variation du capital du fonds	636 448.37	-34 778.85
Variation du capital du fonds	74 745	-127 839.80
Résultat annuel (avant affectations au capital d organisation)	561 702.65	93 060.95

Commentaire sur les comptes de l'exercice 2016

Les présents comptes annuels ont été établis conformément à la recommandation de présentation des comptes applicable aux organisations sociales à but non lucratif d'intérêt public (Swiss GAAP 21), ainsi qu'aux principales RPC.

Les dons libres, les dons en rapport avec des projets et les contributions du secteur public ont augmenté dans l'année sous revue pour atteindre CHF 13,4 millions, soit 3% de plus que l'année précédente (13 millions). Les charges pour la collecte de fonds et la communication se montent à CHF 2,44 millions, soit 18.18% des recettes. Le rapport entre les charges administratives et le total des charges est de 3.65%.

Les frais de personnel pour 17 postes à temps plein et à temps partiel s'élèvent à CHF 1 427 113.-, y compris les frais professionnels,

Bilan au 31/12/2016

	31.12.2016 CHF	31.12.2015 CHF
ACTIF		
Liquidités et titres	2 055 925.94	2 034 843.96
Autres créances à court terme	653 916.04	899 261.68
Comptes de régularisation actifs	3 542 508.78	2 431 024.55
Actif circulant	6 252 350.76	5 365 130.19
Immobilisations corporelles	145 000.00	185 000.00
Immobilisations incorporelles	0.00	5 000.00
Actif immobilisé	145 000.00	190 000.00
	6 397 350.76	5 555 130.19
PASSIF		
Engagement découlant de livraisons et de prestations	107 103.95	126 471.80
Autres engagements à court terme	11 879.30	0.00
Comptes de régularisation passifs	478 260.75	265 000.00
Capitaux de tiers à court terme	597 244.00	391 471.80
Capital du fonds	709 310.25	634 564.53
Capitaux de tiers y compris capital du fonds	1 306 554.25	1 026 036.33
Capital de fondation	100 000.00	100 000.00
Capital libre	4 429 093.86	4 336 032.91
Résultat annuel	561 702.65	93 060.95
Capital d organisation	5 090 796.51	4 529 093.86
	6 397 350.76	5 555 130.19

le perfectionnement, l'acquisition de personnel, les charges salariales et la contribution de l'employeur à la caisse de pension. Sur ce montant, CHF 1 053 083.- sont dus aux directions de programme, CHF 94 215.- à la collecte de fonds pour les prestations et la publicité pour les membres, ainsi que CHF 279 809.- à l'administration.

La structure des coûts, la répartition pour les frais administratifs, les frais administratifs de programme et les charges directes de programme suivent les recommandations de la fondation ZEWO. La réalisation des volumes de projet est restée stable. Dans l'année sous revue, des investissements accrus en infrastructures ont été réalisés, afin d'adapter les exigences de management et de communication à l'augmentation des volumes de projet ces dernières années, ainsi que pour compenser les charges pour la collecte de fonds et l'administration à long terme.

Attestation de révision



KPMG SA
Audit
Badenerstrasse 172
CH-8004 Zurich

Case postale
CH-8036 Zurich

Téléphone +41 58 249 31 31
Téléfax +41 58 249 44 06
www.kpmg.ch

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers résumés au conseil de fondation de la fondation

Croix Verte Suisse, Zurich

Les états financiers résumés ci-joints (page 4), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2016, ainsi que le compte de résultat pour l'exercice arrêté à cette même date, sont extraits des états financiers audités conformément à la Swiss GAAP RPC de la Croix Verte Suisse pour l'exercice arrêté le 31 décembre 2016. Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers dans notre rapport d'audit.

Les états financiers résumés ne comportent pas toutes les informations à fournir exigées par Swiss GAAP RPC. La lecture des états financiers résumés ne se substitue pas, en conséquence, à la prise de connaissance des états financiers audités de Croix Verte Suisse.

Responsabilité du conseil de fondation

Le conseil de fondation est responsable de l'établissement des états financiers résumés conformément aux états financiers audités.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers résumés sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre, effectuées conformément à la Norme d'audit suisse (NAS) 810 «Missions ayant pour but d'émettre un rapport sur des états financiers résumés».

Opinion d'audit

A notre avis, les états financiers résumés extraits des états financiers audités de la fondation Croix Verte Suisse pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont cohérents, dans tous leurs aspects significatifs, avec ces états financiers.

KPMG AG

Michael Herzog
Expert-réviseur agréé

David Schweizer

Zurich, 30 mai 2017

Rapport du **programme de médecine sociale en 2016**

Le programme international de médecine sociale de Green Cross pour la santé et la formation organise des projets médicaux, psychologiques et pédagogiques, pour améliorer les conditions de vie des enfants, adolescents et mères vivant dans des régions touchées par la contamination radioactive et chimique.

Lors de camps thérapeutiques de quatre semaines qui se déroulent chaque année en Biélorussie, en Russie, au Japon et en Ukraine, des enfants et des adolescents venant de zones contaminées par la radioactivité subissent des examens médicaux afin de déterminer les effets des rayonnements radioactifs accrus auxquels ils ont été exposés. Cela inclut notamment des analyses sanguines, des tests d'acuité visuelle, des examens oto-rhino-laryngologiques, ainsi que l'observation des réflexes et des entretiens psychologiques. La charge radioactive dans l'organisme est mesurée au début et à la fin de ces camps thérapeutiques. Afin que les enfants et les adolescents puissent guérir, les traitements sont axés sur les conséquences physiques et psychiques de l'exposition à la radioactivité sur la santé. Des pommes et des oranges à forte teneur en pectine sont distribuées afin de réduire la contamination. La pectine lie le césium-137 et le strontium-90 et permet leur évacuation par l'organisme. Le mouvement compte aussi énormément. Outre les thérapies de détoxification, les cours d'écologie, de culture et d'instruction civique, le jeu et la détente font que l'atmosphère dans le camp reste décontractée. En combinaison des boissons et des repas sains qui stimulent le métabolisme, l'expérience montre qu'il est ainsi possible de réduire fortement la charge radioactive dans l'organisme. C'est aussi ce que confirment les analyses des thérapies, usuelles dans le secteur de la santé, réalisées par des experts de Green Cross.

L'exposition aux radiations entrave la liberté de mouvement des enfants

Dans les régions contaminées de Fukushima, les parents interdisent à leurs enfants de jouer en plein air par crainte de l'exposition aux radiations. Or, cela les affaiblit physiquement et psychologiquement. Le camp d'été organisé par Green Cross Japon (GCJ) a donc été un bienfait pour les enfants, tout en permettant aux parents d'obtenir plus d'informations sur la manière de faire face à la radioactivité. GCJ soutient en outre l'association locale des mères de Koriyama, et a permis aux enfants de passer des examens médicaux indépendants tels que des examens sanguins ou des scans de la thyroïde. Cela a donné aux parents une idée claire de l'état de santé de leurs enfants et des mesures possibles.

Une bonne gestion des produits alimentaires contaminés s'apprend

Les clubs de mères et les clubs familiaux jouent un rôle important pour abaisser la charge radioactive dans un environnement social et économique généralement difficile. Des cours portant sur la gestion des produits alimentaires contaminés sont proposés. Il s'agit d'un travail de formation visant à apprendre à décontaminer les aliments et à maîtriser les méthodes préventives pour une alimentation saine. Une agriculture adaptée, l'examen de la contamination des aliments, le traitement et la préparation adéquats des aliments et la réduction de la charge radioactive dans l'organisme font partie de ces méthodes.

En Moldavie, les clubs de mères sont axés sur les besoins des «familles des liquidateurs», afin qu'elles puissent améliorer leur réseau social. De nombreuses familles d'hommes qui ont réalisé des tra-

voux de déblaiement lors de la catastrophe de Tchernobyl (les liquidateurs) ont des enfants handicapés. Des cours et des séminaires sur les questions de santé et sur la manière de s'occuper des enfants malades et handicapés apportent à ces familles un nouvel espoir dans l'avenir et leur permettent de gérer leur quotidien avec plus d'optimisme.

Maîtrise de la contamination par l'agent orange

Au Vietnam, les enfants et les adolescents handicapés physiques à cause de l'agent orange reçoivent du matériel orthopédique. Les enfants sont sélectionnés sur la base du principe de pauvreté, en fonction de la région et du handicap dû à la contamination par l'agent orange ou à ses répercussions. Afin d'être préparés à recevoir un appareil orthopédique par la suite, les enfants doivent souvent être opérés ainsi que fréquenter l'école de marche.

Le projet d'intégration combat les problèmes d'exclusion sociale des handicapés. Les familles ayant des enfants handicapés reçoivent un crédit sous la forme d'une vache en gestation. La vente des veaux et du lait permet de rembourser le crédit et d'obtenir une modeste source de revenu sur le long terme.

Le projet de «dépistage précoce» est axé sur la prévention. Il a pour but d'améliorer la détection précoce des handicaps physiques par la population. En effet, plus d'un handicap peut être traité avec succès s'il est dépisté suffisamment tôt. Le projet inclut aussi des cours d'information et de formation pour le personnel médical et pour les familles des enfants handicapés, afin qu'ils repèrent à temps le moment où les appareils orthopédiques doivent être remplacés.

Le programme international de santé et de formation Médecine sociale se compose d'une série de projets qui sont réalisés dans des sanatoriums, des dispensaires locaux, des hôpitaux, des écoles et des structures locales dans les régions rurales, avec la participation et la coopération d'institutions publiques d'éducation, sociales et de santé. La participation aux activités dans les villes, les villages et les communes au niveau régional est décisive pour tirer parti des ressources qui y sont présentes afin de développer la société civile, de dégager des synergies et de soutenir les réseaux locaux et régionaux.

Ventilation des coûts des projets du programme Médecine sociale	2016
	CHF
Biélorussie	290 884
Russie	433 078
Moldavie	227 084
Ukraine	340 884
Vietnam	359 063
Laos et Cambodge	286 538
Total des coûts des projets du programme Médecine sociale	1 937 531



Prestations du programme de médecine sociale en 2016/2015

	2016	2015		2016	2015
BIÉLORUSSIE			UKRAINE		
Camps thérapeutiques			Camps thérapeutiques		
Participants de la région de Tchernobyl, y compris enfants aveugles et malvoyants	255	249	Participants venant de la région de Tchernobyl	181	181
Participants à des activités sur toute l'année	16 041	16 035			
Projets mères et enfants			Projets mères et enfants		
Participants à la formation et au séjour en sanatorium	28	28	Membres des clubs familiaux	1 350	1 310
Membres des clubs familiaux	255	252	Participants aux coopératives et aux séminaires	135	125
Participants aux coopératives et aux séminaires	16	16			
Formation de formateurs			Prévention sanitaire		
Séminaires	6	6	TParticipants à «Santé pour l'avenir»	5 010	5 002
Participants	296	294	Participants au projet «Dracula- des dents saines»	2 835	2 831
Santé			Formation de formateurs		
Publications	22	23	Séminaires	4	4
Manifestations	16	16	Participants	70	69
Matériel d'information distribué (Brochures + dépliants)	4 800	4 750			
RUSSIE			Santé		
Camps thérapeutiques			Matériel d'information distribué (Brochures + dépliants)		
Participants venant de la région de Tchernobyl	261	243		7 200	7 100
Participants venant des zones d'armes chimiques	58	58			
Projets mères et enfants			VIETNAM		
Membres des clubs familiaux	465	461	Aide orthopédique		
Participants aux coopératives et aux séminaires	330	325	Suivi d'enfants, d'adolescents et de jeunes adultes		
Prévention sanitaire					
Participants au «Health Monitoring for Children»	820	811	Formation de formateurs		
Formation de formateurs			Séminaires		
Séminaires	31	28	Participants		
Santé			Projet d'intégration		
Matériel d'information distribué (Brochures + dépliants)	13 600	13 600	Participants		
MOLDAVIE			Projet de rééducation		
Rééducation de handicapés			Encouragement et thérapies pour enfants et adolescents présentant des handicaps multiples		
Familles participantes avec enfants et adolescents handicapés	495	488	Santé		
Participants à des coopératives et à des séminaires	85	71	Matériel d'information distribué (Brochures + dépliants)		
Training für Trainer					
Formation de formateurs Séminaires pour experts et volontaires	18	16	LAOS		
Participants experts et volontaires	450	445	Manifestations d'information		
Santé			Ecoliers participants		
Matériel d'information distribué (Brochures + dépliants)	4 150	4125	Familles participantes		
			Formation de formateurs		
			Séminaires		
			4		
			3		

Rapport d'activités 2016, **programme Eau-Vie-Paix**



Le programme l'Eau pour la Vie et la Paix vise à assurer l'accès à l'eau propre en évacuant les polluants de manière professionnelle et en toute sécurité.

Plusieurs centaines de tonnes de DDT et de matériel contaminé ont été emballés en Géorgie, au Kirghizistan et au Tadjikistan. Les travaux ont été poursuivis en Afrique pour réduire les effets néfastes des pesticides, du plomb, du mercure et d'autres produits chimiques dangereux. En outre, des mesures ont été prises pour assainir les sites contaminés par l'exploitation de l'uranium en Asie centrale.

Développement de procédures d'inventaire et d'élimination des vieux pesticides en Europe orientale et en Asie centrale

Les produits chimiques constituent une part essentielle de notre économie mondiale. Mais, mal utilisés, ils font aussi planer une menace sur notre environnement et sur notre santé. Chaque année, les pesticides empoisonnent des millions de personnes, surtout dans les pays en développement. En outre, bon nombre de ces toxines sont difficilement dégradables dans l'environnement (polluants organiques persistants, POP). Au fil des décennies, de 5 à 10 millions de tonnes de vieux pesticides se sont accumulés dans le monde. Pour maîtriser les risques, il faut transférer le savoir-faire afin de manipuler ces résidus toxiques de manière sûre et empêcher à l'avenir que de telles pollutions par les pesticides se produisent de nouveau. À cet effet, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a élaboré des approches qui correspondent aux bonnes pratiques internationales. Il s'agit de l'introduction de méthodes éprouvées pour surmonter les énormes pollutions dues aux pesticides dans l'ex-Union soviétique. Ces méthodes introduisent une approche systématique, avec inventaire, évaluation des risques, établissement des priorités, transbordement dans des conteneurs de sécurité et élimination. De meilleures pratiques agricoles, en particulier l'introduction d'alternatives naturelles à la lutte chimique contre les nuisibles, réduiront à l'avenir l'accumulation de vieux pesticides.

361,82 tonnes de DDT sécurisées et emballées

En Géorgie, au Tadjikistan et au Kirghizistan, des alternatives non chimiques ont été introduites pour lutter contre les vecteurs de

maladies tropicales telles que le paludisme. Celles-ci font désormais partie des programmes nationaux pour combattre les maladies tropicales. Cela permet aux ministères de la Santé de valider la destruction des derniers stocks de DDT qui étaient destinés à lutter contre le paludisme. Il existe encore d'importants résidus de DDT datant de l'époque soviétique. Il est très important de détecter, d'emballer en toute sécurité et de détruire le DDT afin que les produits chimiques ne se retrouvent plus sur le marché noir.

Jusqu'en 2016, il a été possible d'emballer au total 361,82 tonnes de DDT, dont 78,41 tonnes au Kirghizistan, 77,81 tonnes au Tadjikistan et 205,6 tonnes en Géorgie. Un nouveau camp spécial a été construit au Tadjikistan pour un stockage sûr des produits chimiques dangereux. «Cela réduit considérablement les risques locaux et mondiaux pour la santé publique et l'environnement», déclarent les responsables de Green Cross. Les stocks géorgiens ont été transférés en France pour une élimination sûre dans un incinérateur pour déchets spéciaux.

Introduction et application de la Convention de Stockholm en Afrique de l'Ouest

En Afrique de l'Ouest, le projet d'introduction et de transmission du savoir nécessaire lancé en 2011 a été approfondi afin que la Convention de Stockholm (interdiction des produits chimiques POP) puisse être mise en œuvre. Les POP (polluants organiques persistants) sont des substances organiques toxiques de longue durée qui sont diffusées dans le monde entier, qui prolifèrent grâce aux tissus adipeux de tous les êtres vivants et ont de graves incidences sur la santé.

Grâce à des activités d'information et de sensibilisation dans la région de Loumbila (Burkina Faso), les quelque 30 000 habitants de 31 villages ont été informés quant aux risques des vieux pesticides. Il s'agit là des dangers liés à l'utilisation de pesticides et d'autres produits chimiques, mais aussi des risques dus à la réutilisation de conteneurs de pesticides usagés vides, ainsi qu'à la production et à l'utilisation de produits naturels de lutte contre les nuisibles. Le but est d'améliorer le sol et l'eau en utilisant des méthodes agricoles durables et en luttant contre les nuisibles sans produits chimiques, et obtenir ainsi des produits agricoles sains, ce qui permet de réduire la pollution de l'environnement tout en améliorant la santé de la population.

Rôle décisif du transfert de connaissances pour une meilleure gestion des pesticides

Les exigences légales relatives à l'utilisation de pesticides et le renforcement des autorités compétentes comptent beaucoup pour limiter les répercussions négatives de l'utilisation de pesticides. Plus de 450 autorités responsables de l'environnement et de la réglementation ont déjà amélioré leurs capacités de gestion des produits chimiques en vue d'appliquer la Convention de Stockholm. Des formations spéciales dispensées aux autorités judiciaires, douanières et autres encouragent la compréhension des normes juridiques applicables aux POP et à d'autres produits chimiques dangereux, et épaulent les autorités dans leur travail. Une formation à la composition des vieux pesticides sur la base des normes de la FAO a été préparée. Les spécialistes nationaux qui ont suivi cette formation sont habilités à recenser les POP et les résidus toxiques de pesticides, à les sécuriser et à les faire éliminer. Pour améliorer la gestion



des produits chimiques, il est très important d'encourager l'échange d'informations sur la méthodologie, le recensement des données et les responsabilités. Cet échange permet également de planifier des mesures d'élimination communes. Outre les activités au plan national et international, des travaux ont également été réalisés au niveau local.

Concept d'assainissement de deux mines d'uranium au Kirghizistan

De 1946 à 1978, une exploitation minière à grande échelle a été pratiquée au Kirghizistan pour obtenir de l'uranium, du plomb et du zinc. L'extraction et la transformation d'uranium, de plomb et de zinc a laissé de grandes quantités de déchets dans la partie inférieure du fleuve Sumsar-Say, qui se jette dans le Fergana et traverse le Kirghizistan et l'Ouzbékistan. Le but du projet est de développer un concept d'assainissement assorti d'un budget qui inclue aussi bien les sites miniers de Sumsar que ceux de Shekaffar. Ce plan doit comporter les critères de construction et les normes à satisfaire par le biais de mesures d'assainissement. À cet effet, le travail technique est réalisé en vue de l'étude d'impact sur l'environnement (EIE), la situation en matière de tremblements de terre et de glissements de terrain est examinée, et des échantillons environnementaux sont analysés afin de définir les voies de contamination. À la fin de 2016, des rencontres techniques ont eu lieu pour discuter des résultats de l'EIE, élaborer des stratégies d'assainissement et préparer la consultation publique relative à l'étude d'impact sur l'environnement pour Sumsar.

Ventilation des coûts des projets du programme Eau-Vie-Paix	2016
	CHF
Élaboration de procédures pour dresser l'inventaire des sites contaminés par les pesticides en Europe orientale et en Asie centrale et les éliminer	447 612
Sécurisation de sites contaminés par le DDT au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Géorgie	503 324
Introduction et application de la Convention de Stockholm en Afrique de l'Ouest	2 132 934
Concept d'assainissement de deux mines d'uranium au Kirghizistan	1 131 849
Total des coûts des projets du programme Eau-Vie-Paix	4 215 719

Interventions dans le domaine de l'environnement 2016/2015

EUROPE ORIENTALE, CAUCASE, ASIE CENTRALE	2016	2015
Total des experts formés aux projets de pesticides *	178	178
Nombre de pays ayant des projets de pesticides	12	12
Nombre de stocks de pesticides et de sites pollués recensés **	0	0
Nombre de tonnes de pesticides enveloppés ***	310	639
AFRIQUE DE L'OUEST		
Total des experts formés aux projets de pesticides *	3 415	608
INVENTAIRE MONDIAL DES RÉSIDUS TOXIQUES		
Nombre de lieux sites à résidus toxiques examinés	135	106
Nombre de pays examinés	9	9

* Depuis le début du projet. En 2016, aucun expert supplémentaire n'a été formé, car le travail a été entrepris avec les experts formés au cours des années précédentes.

** En 2016, il n'a été recensé aucun nouveau site pollué ni aucun nouveau stock, car l'accent a été mis sur l'enveloppement de stocks et de résidus toxiques déjà recensés. Un nouvel inventaire est prévu pour 2017/2018.

*** Divers projets ont été achevés en 2016, de sorte que la quantité de pesticides enveloppés diminue. De nouveaux projets pour l'enveloppement de pesticides supplémentaires sont en préparation.

Rapport d'activités 2016, **programme de désarmement**



Le programme international de désarmement vise à promouvoir le démantèlement des armes de destruction massive par l'information, la médiation et des actions locales ciblées. Concrètement, Green Cross Suisse milite en faveur de l'abandon du nucléaire à l'échelle mondiale, et vise à l'élimination sûre et écologique des armes atomiques et chimiques. En se concentrant sur des zones exemptes d'armes de destruction massive, elle réalise des tables rondes en vue d'étendre le traité de non-prolifération à un traité de désarmement nucléaire.

Faire avancer l'universalité de la Convention sur les armes chimiques CAC

À l'initiative de Green Cross Suisse et de Global Green USA, une coalition d'ONG a été créée en 2010 dans le but de réaliser et d'étendre une Convention sur les armes chimiques. En 2016, 14 nouvelles organisations ont adhéré à cette coalition d'ONG. La coalition de 83 membres s'engage en faveur de l'adhésion de tous les pays à la Convention sur les armes chimiques afin de parvenir à son universalité. En 2016, l'Angola a signé la Convention sur les armes chimiques. Ainsi, tous les États sauf quatre sont désormais parties prenantes de la CAC. Dans le cadre des rencontres annuelles de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques OIAC en décembre 2016, les membres de la coalition d'ONG ont discuté d'autres possibilités de faire adhérer l'Égypte, Israël, la Corée du Nord et le Sud Soudan à la Convention sur les armes chimiques. De même, la ratification de la CAC par la Palestine et par Taiwan a été abordée. Des discussions approfondies ont porté sur l'évolution de plus en plus rapide des menaces internationales et sur l'interdiction d'utiliser des armes chimiques lors de conflits.

Promotion de zones exemptes de toute arme de destruction massive

Une partie des États qui possèdent toujours des armes chimiques ne désarmeront que si les autres États démantèlent leurs armes atomiques dans la même mesure. L'universalité de la Convention sur les armes chimiques et la destruction des armes chimiques reste importante. Mais dans le même temps, il convient de chercher à étendre le traité de non-prolifération pour en faire un traité de désarmement nucléaire. C'est pourquoi la coalition des ONG est en quête d'une solution afin de promouvoir des zones exemptes d'armes de destruction massive. Diverses rencontres et conférences fructueuses ont eu lieu en 2016 tant en Israël qu'en Angleterre, en Allemagne et en Écosse. Au Proche-Orient, la coalition des ONG a organisé des débats et des manifestations d'information avec des représentants des États et des médias sur la promotion d'une zone exempte d'armes de destruction massive, et a obtenu une couverture continue dans les médias israéliens. Un groupe parlementaire de plus en plus nombreux à la Knesset (Parlement

israélien) soutient la campagne en participant à diverses rencontres sur ce sujet et en soumettant des contributions lors des débats parlementaires. Cela permet de mieux comprendre l'importance de la réalisation d'une zone exempte d'armes de destruction massive (zone sans ADM) au Proche-Orient en tant qu'instrument innovant pour réduire les conflits dans la région. En outre, la demande d'informations supplémentaires sur cette campagne s'accroît de la part d'experts nationaux et internationaux qui attirent d'autres soutiens. Le dialogue avec des spécialistes internationaux du désarmement et avec des universitaires d'Israël et d'autres États a été poursuivi dans la région afin d'identifier les points décisifs pour la réalisation d'une future zone exempte d'armes de destruction massive.

Négociations sur l'interdiction des armes nucléaires

Pour la dénucléarisation, les initiatives et les mesures se concentrent sur la réduction des arsenaux des deux plus grands pays qui en possèdent (États-Unis et Russie), sur l'entrée en vigueur du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT), ainsi que sur l'application d'une interdiction internationale des armes atomiques qui doit être négociée en 2017. Pour cela, le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires doit être étendu à tous les pays et mis en œuvre de façon à aboutir, comme prévu, à un traité de désarmement.

En décembre 2015, 139 nations sur 168 se sont prononcées pour l'interdiction et l'élimination de toutes les armes nucléaires. Par la suite, d'autres rencontres du «groupe de travail à composition illimitée sur le désarmement nucléaire» ont eu lieu en février et en mai 2016 pour une négociation multilatérale sur la destruction des armes nucléaires. Plus de 100 pays ont participé à ces rencontres. Les neuf puissances atomiques (Chine, Corée du Nord, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Israël, Pakistan et Russie) ont refusé de participer aux négociations, mais bon nombre de leurs alliés plaident en faveur d'une approche progressive de la promotion du désarmement nucléaire. Les points à discuter sont notamment les mesures juridiques visant à réduire les arsenaux d'armes atomiques ainsi que l'interdiction des missiles de croisière porteurs de têtes nucléaires.

Étude sur la sécurité des armes biologiques

La Convention sur les armes biologiques CAB qui compte actuellement 173 États contractants est structurée comme les autres conventions visant au contrôle et au démantèlement des armes de destruction massive. Cependant, les progrès technologiques fulgurants de la biotechnologie moderne empêchent pratiquement toute distinction claire entre la recherche et l'utilisation à des fins militaires et à des fins civiles. De plus, dans ce domaine, ce ne sont pas les arsenaux, mais les connaissances existantes qui sont essentielles, de sorte que le respect de la non-prolifération est extrêmement difficile à contrôler. Un régime de vérification qui autoriserait des aperçus des développements de la recherche a échoué à plusieurs reprises ces dernières années en raison des craintes d'espionnage industriel dans certains États clés. Pour toutes ces raisons, la CAB actuelle ne suffit plus au vu des évolutions de la biotechnologie moderne. C'est pourquoi une étude soutient des approches innovantes telles que la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive sur la base de la transparence et de la protection.



Des spécialistes en armes biologiques éliminent des déchets médicaux dangereux

Pour protéger la population contre les armes biologiques et les épidémies, Green Cross Suisse a lancé un projet pour les hôpitaux au Tadjikistan, en collaboration avec Global Green USA, le ministère de la Santé et des sciences du Kazakhstan et l'International Science & Technology Center (ISTC) de Moscou. Une élimination incorrecte des déchets infectieux et radioactifs provenant des hôpitaux et des laboratoires fait courir des risques non seulement à la santé du personnel, mais également à celle de la population qui vit à proximité des décharges. Le projet vise à améliorer les dispositions légales relatives à la gestion des déchets médicaux et occupe six spécialistes en armes biologiques qui mettent leurs connaissances au service de la paix. Ceux-ci veillent ainsi à une élimination sûre et respectueuse de l'environnement des déchets biomédicaux et autres déchets dangereux issus des hôpitaux et des laboratoires. Concrètement, le projet Green Cross pour le Women's Hospital de Bichkek au Kirghizistan montre que l'introduction de méthodes améliorées pour éliminer les déchets infectieux et radioactifs diminue non seulement les risques de maladies, mais permet également de faire des économies considérables. De même, l'explication des dangers des décharges non protégées à la population locale fait partie de la structure du projet. Pour étendre le soutien technique à une gestion optimale des déchets des hôpitaux, des manifestations d'information organisées en 2016 pour d'autres partenaires du projet au Tadjikistan et au Kirghizistan ont diffusé des connaissances relatives à l'évaluation des déchets infectieux ou radioactifs, en rapport avec le risque d'exposition du personnel médical ainsi que des personnes qui vivent à proximité des décharges.

Ventilation des coûts des projets du programme Désarmement

2016

CHF

Désarmement nucléaire	309 300
Désarmement chimique	2 370 483
Sécurité des armes biologiques	1 034 982
Total des coûts des projets du programme Désarmement	3 714 765

Activités dans le domaine du désarmement 2016/2015

	2016	2015
ASIE CENTRALE		
Gestion sûre des déchets médicaux au Kazakhstan		
Experts en armes biologiques recrutés	6	6
CONVENTION INTERNATIONALE SUR LES ARMES CHIMIQUES		
Soutien par la société civile		
Rencontre de la coalition	1	1
Organisations non gouvernementales participantes	83	69
PROMOTION D'UNE ZONE EXEMPTÉE D'ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE AU PROCHE-ORIENT PAR LA COALITION D'ONG		
Soutien par des groupes clés		
Membres du groupe parlementaire pour une zone sans AMD	7	5
Manifestations d'information nationales et internationales	9	7

Green Cross Suisse **Nous remercions**

Le comité consultatif

Le comité consultatif de Green Cross Suisse est composé de spécialistes qui apportent connaissances et conseils aux programmes Médecine sociale, Désarmement et Eau-Vie-Paix. Il s'agit des personnalités suivantes:

- Theodor Abelin, professeur émérite de médecine sociale et préventive, Université de Berne
- Peter Lienhard, prof. Dr., Haute école intercantonale de pédagogie curative (HfH), Zurich
- Eric Johnson, chimiste, rédacteur en chef Environmental Impact Assessment Review
- Pascal Vinard, Dr., géoscientifique, directeur de Geospace Experts GmbH
- Dominique Werner, spécialiste du contrôle des armements et de la protection ABC, scienceindustries (domaine lois et prescriptions relatives aux produits chimiques), Zurich

Les membres de comité de patronage

Les membres de notre comité de patronage soutiennent les manifestations dans le public en vue de faire connaître les objectifs de Green Cross.

- Flavio Cotti, ancien Conseiller fédéral
- Prof. Dr. Richard R. Ernst, EPF Zurich, Prix Nobel de chimie 1991
- Dr. Hans Hollenstein, ancien Conseiller d'État, canton de Zurich
- Christa Markwalder, Conseillère nationale, canton de Berne
- Noëmi Nadelmann, chanteuse d'opéra
- Leurs altesses le Prince Hans-Georg et la Princesse Elikonida Silvia Yourievsky
- Prof. Dr. Thomas Zeltner, Université de Berne

Groupe parlementaire de Green Cross

Des parlementaires ont activement contribué à créer la fondation. Depuis lors, le groupe parlementaire Green Cross soutient le but de la fondation consistant à maîtriser et à prévenir les catastrophes industrielles et militaires. Le groupe parlementaire Green Cross est co-présidé par Christa Markwalder et Martin Bäumle. Celui-ci regroupe actuellement 21 membres du Conseil des États ainsi que 78 membres du Conseil national (situation en juin 2016).

Donateurs

Nous adressons nos très vifs remerciements à toutes les donatrices et à tous les donateurs institutionnels et privés qui ont soutenu les projets de Green Cross Suisse et les ont rendus possibles en 2016. Pour les programmes au profit des personnes touchées par Tchernobyl et par l'agent orange au Vietnam ainsi que pour le programme Eau-Vie-Paix, plus de 50 000 particuliers se sont engagés par des dons et des cotisations.

Donateurs institutionnels de CHF 1000,- à 10 000,-

Corrado Stiftung
David Bruderer Stiftung
Evang.-ref. Kirchgemeinde Interlaken
Finanzverwaltung der Stadt Schlieren
Fondation Pierre Demaurex
Fondazione Gabriele Chiattonne
Gemeinde Arlesheim
Ibsa Institut Biochimique SA
Kirchgemeinde Reichenbach
Evang.-ref. Pfarramt Bümpliz
Face AG
Brother (Schweiz) AG
Sœurs Ursulines de Sion
Commune de Veyrier
Familie Scheller Stiftung
Finanzverwaltung Kanton Schwyz
Alfred Richterich Stiftung
Anne Frank-Fonds
Ref. Kirchgemeinde Steffisburg
Stiftung Drittes Millennium
Gertrud von Haller Stiftung
Röm.-kath. Kirchgemeinde Schaffhausen
Stiftung Hirten-Kinder

Donateurs institutionnels de CHF 10 001,- à 100 000,-

Kohler-Friedrich-Stiftung
Von Duhn-Stiftung Vaduz
Finanzverwaltung der Stadt St. Gallen

Donateurs institutionnels à partir de CHF 100 001,-

Finanzdirektion Kanton Zürich
Pure Earth
Nations Unies

